



Éthique et pratiques journalistiques dans l'affaire Rayan

BELHAJALI SALMA

Doctorante, Laboratoire de Littérature, Arts et Ingénierie

Pédagogique, l'université Ibn Tofail – Kénitra

Maroc

Résumé

L'affaire Rayan, survenue en février 2022, a révélé les dérives éthiques et les pratiques journalistiques problématiques face à un drame médiatisé à l'échelle mondiale. Ce travail examine la couverture médiatique de cet événement sous l'angle de l'éthique journalistique, en analysant les pratiques mises en œuvre et leurs répercussions sur la confiance du public envers les médias.

Dans un contexte marqué par l'infobésité et la prolifération des Fake News, la couverture de l'affaire Rayan a illustré les défis posés par la surinformation et la difficulté de distinguer les sources fiables. L'usage massif des réseaux sociaux a amplifié la propagation de désinformations, de mésinformations et de malinformations, affectant la qualité de l'information relayée. Au Maroc, ce phénomène est exacerbé par l'accessibilité des réseaux comme étant des portails où tout individu peut fabriquer et partager une information ce qui influence globalement le paysage médiatique.

La médiatisation de l'accident a engendré des excès, notamment le sensationnalisme, la diffusion d'informations erronées et le non-respect de la vie privée de la famille du jeune garçon. La quête d'audience et la culture du "clickbait"¹ ont conduit à des pratiques peu éthiques, où l'émotion et la viralité ont souvent primé sur la rigueur journalistique. La diffusion rapide de rumeurs a non seulement induit en erreur le public, mais a également porté atteinte à la dignité des personnes concernées.

¹ Clickbait : une technique visant à exagérer voire "falsifier" un titre pour attirer plus de clics sur internet.



Ce travail met en évidence la nécessité pour les journalistes d'adopter des pratiques éthiques rigoureuses, incluant la vérification des faits, la protection de la vie privée et l'évitement du sensationnalisme. Enfin, il souligne l'impact négatif de cette crise médiatique sur la crédibilité des médias et insiste sur la nécessité de réformes pour garantir une information fiable et responsable à l'ère du numérique.

Mots-clés: Infobésité, éthique, fake-news

Abstract

The Rayan case, which occurred in February 2022, revealed ethical abuses and problematic journalistic practices in the face of a tragedy that received global media coverage. This paper examines the media coverage of this event from the perspective of journalistic ethics, analysing the practices employed and their impact on public trust in the media.

In a context marked by information overload and the proliferation of fake news, the coverage of the Rayan case illustrated the challenges posed by information overload and the difficulty of distinguishing reliable sources. The widespread use of social media amplified the spread of disinformation, misinformation and malinformation, affecting the quality of the information relayed. In Morocco, this phenomenon is exacerbated by the accessibility of networks as portals where anyone can create and share information, which has a global impact on the media landscape.

Media coverage of the accident led to excesses, including sensationalism, the dissemination of misinformation and a lack of respect for the privacy of the young boy's family. The quest for audience ratings and the culture of clickbait led to unethical practices, where emotion and virality often took precedence over journalistic rigour. The rapid spread of rumours not only misled the public, but also undermined the dignity of those involved.

This work highlights the need for journalists to adopt rigorous ethical practices, including fact-checking, protecting privacy and avoiding sensationalism. Finally, it highlights the negative impact of this media crisis on the credibility of the media and emphasises the need for reforms to ensure reliable and responsible information in the digital era.



Introduction

Avant l'émergence d'Internet, la mission d'informer et de diffuser l'actualité relevait exclusivement des médias traditionnels (presse écrite, radio et télévision) qui jouaient un rôle central de médiateurs entre les faits et le public. Cependant, au cours des dernières décennies, l'essor du numérique et la mutation du Web ont bouleversé ce modèle vertical et hiérarchisé. Le consommateur d'information, autrefois simple récepteur passif, est devenu acteur et producteur de contenus, contribuant à l'essor d'un espace médiatique participatif et interactif, animé par les blogs, les sites web et, surtout, les réseaux sociaux.

Si cette démocratisation de la production d'information a permis un accès plus large et plus diversifié aux contenus, elle a également engendré de nouveaux défis. Parmi eux, l'un des plus préoccupants est l'infobésité, qui désigne la surcharge informationnelle à laquelle les citoyens sont confrontés. Cette abondance de contenus rend difficile la hiérarchisation des sources et ouvre la voie à une prolifération massive de fausses informations, qu'elles prennent la forme de désinformation (intentionnelle), de mésinformation (non intentionnelle) ou de malinformation (faits vrais utilisés pour nuire).

Ce phénomène n'est pas propre au Maroc, mais il a pris une ampleur particulière avec l'essor fulgurant des réseaux sociaux. L'affaire très médiatisée du petit Rayan, survenue en février 2022, en constitue une illustration emblématique. Alors que l'événement a suscité une mobilisation nationale et internationale, il a également donné lieu à une vague de désinformation, mettant en lumière les dérives de certaines pratiques médiatiques et posant des questions fondamentales en termes d'éthique journalistique.

Dans ce contexte, il devient indispensable de réfléchir aux stratégies de lutte contre la désinformation. Le recours aux outils de fact-checking (recherche inversée d'images, plug-ins spécialisés, plateformes de vérification mises en place par des médias) et la promotion d'une véritable culture de la vérification apparaissent comme des réponses incontournables pour préserver la confiance du public et garantir une information de qualité.

Ainsi, le présent article se propose d'examiner successivement :



- La mutation du rôle des médias et du public à l'ère numérique,
- L'infobésité et la prolifération des fausses informations,
- Une étude de cas à travers l'affaire Rayan,
- et enfin les stratégies de lutte mises en œuvre ou à développer pour contrer les fake news et restaurer la crédibilité journalistique.

I. Mutation du rôle des médias et du public

La mutation du rôle des médias et du public constitue l'un des changements les plus significatifs de l'ère numérique. Comprendre cette évolution nécessite de revenir sur la place qu'occupaient traditionnellement les médias dans la société, avant de mettre en lumière l'impact qu'a eu l'avènement d'Internet et du Web participatif sur la relation entre producteurs et consommateurs d'information.

1. Les médias traditionnels : récepteurs uniques de l'information

Avant l'avènement d'Internet, la circulation de l'information reposait sur un modèle hiérarchisé et vertical. Les journalistes détenaient un rôle exclusif dans la sélection, la production et la diffusion des contenus. Le public, cantonné à un rôle de simple destinataire, se voyait dans l'incapacité d'interagir ou de remettre en question ce qui lui était transmis. Cette situation renforçait l'autorité des médias traditionnels et consolidait leur fonction de médiateurs uniques entre l'événement et le citoyen. L'ensemble des médias traditionnels (presse, radio, TV); des médias *de masse*, s'adresse à un large auditoire, généralement composé d'individus ou de groupes d'individus isolés les uns des autres, anonymes, répartis sur un territoire plus ou moins vaste et sans possibilité de réponse immédiate.²

Toutefois, ce modèle de communication unidirectionnelle a connu une rupture majeure avec l'arrivée du numérique et l'essor du Web participatif, qui ont redistribué les rôles au sein de l'écosystème médiatique.

2. L'avènement d'Internet et du Web participatif

² CHANCIAC, R. (2003), *L'audience, un puissant artefact*



Avec le développement des blogs, forums, sites web et réseaux sociaux, l'information a cessé d'être l'apanage des seuls professionnels. Le public est passé du statut de consommateur passif à celui de contributeur actif, capable de produire, partager et commenter des contenus en temps réel. Cette démocratisation a fait émerger une information dite "participative" où la frontière entre émetteur et récepteur s'est largement estompée. Le public ne se contente plus de recevoir l'information : il la construit, la diffuse et, dans certains cas, et l'interprète selon son propre prisme.

Internet aura largement dominé la scène de la communication à la fin du XXe siècle, au point de devenir le réseau de base capable d'agglomérer tous les médias et de reprendre pour son compte tous les messages sur la communication qui ont eu cours au fil du siècle, en les sublimant dans un même ensemble de mythes. Cette utopie numérique n'est pas arrivée seule, elle a accompagné la montée du néolibéralisme et les théories politiques et économiques devenues dominantes sur les deux dernières décennies du siècle dernier.³

Ce bouleversement a entraîné une redéfinition profonde du rôle du journaliste, qui doit désormais composer avec un espace médiatique éclaté et une concurrence inédite venant de son propre public.

3. Conséquences sur le rapport journaliste/public

Cette transformation a profondément affecté le statut du journaliste. Celui-ci n'est plus le seul "gatekeeper" de l'information, chargé d'en contrôler l'accès et la diffusion. Il doit désormais affronter un flux constant de contenus produits par des non-professionnels, qui circulent souvent plus vite que les enquêtes journalistiques classiques. Cette pression de l'immédiateté pousse parfois à publier rapidement, au risque de fragiliser la rigueur professionnelle et de mettre en péril la vérification des faits. Le journaliste est ainsi contraint de repenser sa pratique, en adoptant de nouvelles stratégies pour maintenir sa légitimité et conserver la confiance du public.

³ LE CROSNIER, H. (2014) *Internet et numérique*.



Mais cette ouverture informationnelle, si elle a favorisé l'expression citoyenne et l'interactivité, n'a pas été sans effets pervers. Elle a généré un phénomène inédit : la surcharge informationnelle ou *infobésité*, qui s'accompagne d'une prolifération croissante des fausses informations. Le développement d'Internet dans les années 1990 puis des réseaux sociaux depuis 2005 a contribué à alimenter ce sentiment de surcharge jusqu'à devenir une pathologie.⁴

II. Infobésité et prolifération des fausses informations

La transformation du paysage médiatique, amorcée avec l'essor d'Internet et du Web participatif, a certes favorisé l'accès à une information abondante et diversifiée, mais elle a également engendré de nouveaux défis. Parmi eux, l'un des plus préoccupants est sans doute la surcharge informationnelle, qui complique la distinction entre contenus fiables et trompeurs. Cette réalité a ouvert la voie à une multiplication des fausses informations, dont l'impact est accentué par la rapidité et la viralité des réseaux sociaux.

1. Définition et origine du concept d'infobésité

Le terme infobésité est un mot-valise formé à partir d' "information" et "obésité". Il désigne la surcharge informationnelle générée par la multiplication des canaux numériques et la vitesse de diffusion des contenus en ligne. Cette abondance rend difficile la hiérarchisation et l'évaluation critique des données. Le récepteur, submergé, peut se retrouver incapable de distinguer une information fiable d'un contenu trompeur. Cette situation contribue à une détérioration globale de la qualité de l'information, où quantité et immédiateté priment parfois sur véracité et pertinence.

Au-delà de cette saturation informationnelle, une autre conséquence majeure est l'émergence et la circulation de fausses informations, qui se déclinent en plusieurs formes selon l'intention et le contexte de leur production.

⁴ SAUVAJOL-RIALLAND, C. (2023) *Penser la transition numérique: vers un monde digital durable, Chapitre 23 : L'Infobésité*



2. Les typologies de fausses informations

Wardle et Derakhshan (2018) ont proposé une typologie influente des désordres de l'information qui distingue trois catégories principales selon la véracité et l'intention derrière l'information⁵ :

- **Désinformation** : une fausse information fabriquée volontairement dans l'intention de nuire à une personne, une institution, un groupe social ou un pays. Elle est souvent utilisée comme arme de manipulation ou de propagande.
- **Mésinformation** : une information fausse, mais diffusée sans volonté explicite de nuire. Elle résulte fréquemment d'erreurs de compréhension, de traduction ou d'un partage irréfléchi sur les réseaux sociaux.
- **Malinformation** : une information vraie mais utilisée de façon décontextualisée pour causer un tort, par exemple en diffusant des données personnelles sensibles ou en sortant un fait réel de son contexte initial.

Ces distinctions permettent de mieux comprendre les mécanismes à l'œuvre dans la fabrication et la circulation des fake news. Du côté de l'émetteur ou de l'énonciateur, la *fake news* est *sciemment* conçue comme fausse, erronée ou fallacieuse afin d'emporter l'adhésion du récepteur ou du public.⁶

⁵ WARDLE, C. DERAKHSHAN, H. (2018), *Information disorder: Toward an interdisciplinary framework for research and policy making*. Council of Europe.

⁶ GIRY, J. (2020), Questions de communication, *Les fake news comme concept de sciences sociales, Essai de cadrage à partir de notions connexes : rumeurs, théories du complot, propagande et désinformation*



Si ce phénomène est mondial, il revêt toutefois une intensité particulière dans certains contextes nationaux, où la pénétration rapide des réseaux sociaux n'a pas toujours été accompagnée d'une régulation adaptée.

3. Contexte marocain

Au Maroc, l'usage massif des réseaux sociaux tels que Facebook, WhatsApp, TikTok ou encore YouTube a profondément transformé la consommation d'information. Ces plateformes constituent désormais la source principale d'actualité pour une grande partie de la population, parfois au détriment des médias traditionnels. Or, l'absence de dispositifs robustes de régulation numérique, conjuguée à un déficit d'éducation aux médias et d'outils de vérification accessibles au grand public, facilite la diffusion virale des fausses informations. Celles-ci peuvent avoir un impact considérable sur l'opinion publique, nourrissant la méfiance envers les institutions et fragilisant le travail journalistique.

L'une des illustrations les plus marquantes de cette dynamique reste la tragédie du petit Rayan en 2022, où l'émotion collective s'est accompagnée d'une vague de désinformation à grande échelle, révélant ainsi quelques dérapages au niveau de l'éthique.

III. Étude de cas : l'affaire du petit Rayan

Pour comprendre concrètement les effets de l'infobésité et la prolifération des fausses informations, il est pertinent d'examiner un cas marquant. L'affaire du petit **Rayan Aourram**, survenue en février 2022. Cette affaire illustre avec force la manière dont un drame humain peut susciter une mobilisation médiatique planétaire tout en ouvrant la voie à des dérives informationnelles. Cet épisode, qui a tenu en haleine des millions de personnes, révèle à la fois la puissance fédératrice des réseaux sociaux et les dangers de l'emballement médiatique dans un contexte de forte émotion collective.

1. Résumé des faits

En février 2022, le Maroc a été secoué par le drame du petit Rayan Aourram, âgé de 5 ans, tombé accidentellement dans un puits étroit d'une profondeur de 32 mètres dans la région de Chefchaouen. Pendant cinq jours, les opérations de sauvetage, suivies en direct par les médias nationaux et internationaux, ont captivé



l'opinion publique. La couverture médiatique a dépassé les frontières, transformant ce drame en un événement mondial, suivi sur les télévisions, mais aussi massivement relayé sur les réseaux sociaux. Cette mobilisation a révélé la capacité des médias numériques à rassembler les communautés autour d'une tragédie partagée.

Cependant, cette intense médiatisation a également ouvert la porte à une circulation rapide de contenus trompeurs, souvent relayés sans vérification, alimentant la confusion et détournant l'attention du véritable drame.

2. Propagation des fausses informations

Au plus fort de l'émotion collective, plusieurs images trompeuses ont circulé à grande échelle. Parmi elles:



Source de la photo envoyée par la mère d'Armani à "wfinynews2"

- La photo d'Armani Gonzalez, un enfant américain hospitalisé en Caroline du Nord après un accident de voiture en janvier 2022, a été présentée à tort comme celle du petit Rayan.



Source de la photo : réseaux sociaux (Facebook)



- Une image d'un enfant syrien datant de 2014, levant la main en signe de victoire, a été largement partagée et faussement associée à l'enfant marocain.

Ces erreurs, diffusées aussi bien par des internautes que par certains médias internationaux, illustrent la facilité avec laquelle une information erronée peut se propager lorsqu'elle est portée par une forte charge émotionnelle.

Ces dérives interrogent directement la responsabilité des journalistes et des médias, qui se retrouvent confrontés à un dilemme entre rapidité de diffusion et vérification des faits. Certaines pratiques ont fait réagir le Conseil National de la Presse qui avait déclaré dans un communiqué avoir suivi avec « *un profond regret certaines pratiques ignobles qui ont émaillé la couverture médiatique des opérations de sauvetage de l'enfant* », ajoutant que les entreprises de presse, journalistes et professionnels « *sont tenues de respecter ces principes, particulièrement en temps de crises et de catastrophes qui ne doivent, en aucun cas, s'ériger en source de gain matériel et de sensationnalisme mesquin pour augmenter le nombre de visionnages, entre autres méthodes visant à monnayer les drames humanitaires* ». (Conseil National de la Presse 2022).

3. Impact sur l'éthique journalistique

L'affaire Rayan a révélé de manière frappante les limites du journalisme à l'ère numérique. Si les réseaux sociaux et les médias ont joué un rôle crucial dans la mobilisation et la solidarité, ils ont également contribué à des excès flagrants. La recherche de l'instantanéité et de l'émotion a souvent pris le pas sur la rigueur de la vérification. En relayant des images trompeuses, certains médias ont fragilisé leur crédibilité et manqué à leur devoir éthique. Cet épisode a ainsi mis en lumière la nécessité pour les journalistes de renforcer leurs pratiques de fact-checking, afin d'éviter que la quête de visibilité ne compromette la confiance du public.

Cette étude de cas démontre que la lutte contre les fausses informations ne peut se limiter à constater les dérives. Elle doit s'accompagner d'outils et de stratégies concrètes de vérification, permettant aux journalistes de préserver leur mission de médiation et d'assurer une information de qualité.



IV. Stratégies de lutte contre les fake news

Face aux dérives constatées lors d'événements fortement médiatisés, tels que l'affaire du petit Rayan, la question centrale demeure : comment limiter la propagation des fausses informations ? La réponse ne réside pas uniquement dans la critique des excès, mais surtout dans la mise en place de stratégies et d'outils concrets de vérification des faits. Dans un contexte marqué par la viralité des réseaux sociaux, il devient indispensable de doter les journalistes, mais aussi les citoyens, de méthodes et de compétences pour identifier et déconstruire les fausses nouvelles.

1. La vérification des faits comme enjeu central

Le fact-checking s'est imposé comme une étape incontournable du travail journalistique moderne. Il ne s'agit plus seulement de collecter et transmettre l'information, mais de vérifier sa fiabilité avant de la publier. Cette exigence devient essentielle dans un environnement numérique où l'information circule sans filtre, et où une erreur peut se répandre à l'échelle mondiale en quelques minutes. Le fact-checking répond donc à un double objectif : protéger la crédibilité des médias et restaurer la confiance du public dans les sources d'information. Depuis les années 2000, de plus en plus de médias, aux États-Unis puis ailleurs dans le monde, se sont dotés de rubriques ou chroniques dits de « fact-checking ». Ils se sont d'abord donné pour objectif de vérifier la véracité de propos tenus par des responsables politiques dans la sphère médiatique. L'exigence d'un fact-checking placé au cœur des stratégies éditoriales permet aux journalistes de regagner la confiance des publics et aux entreprises de presse de valoriser leurs contenus.⁷

Pour mettre en œuvre cette démarche, plusieurs outils numériques spécialisés ont vu le jour et facilitent la tâche des journalistes et des utilisateurs soucieux de vérifier les contenus.

⁷ BIGOT, L. (2019), Fact checking vs fake news, Vérifier pour mieux informer



2. Outils et dispositifs

De nombreux dispositifs permettent aujourd'hui de renforcer la rigueur journalistique. La recherche inversée d'images, proposée par des moteurs comme Google ou Safari, aide à retracer l'origine d'un visuel et à en vérifier l'authenticité. Des plug-ins spécialisés se révèlent particulièrement efficaces pour analyser des vidéos circulant sur les réseaux sociaux. Enfin, plusieurs médias ont mis en place leurs propres plateformes de fact-checking, offrant des bases de données qui recensent et déconstruisent les fake news les plus courantes. Ces outils, accessibles et rapides, constituent une réponse technique adaptée à l'ampleur du phénomène.

Cependant, la lutte contre la désinformation ne peut pas reposer uniquement sur la technologie. Elle doit aussi s'accompagner d'une évolution des pratiques professionnelles et d'une responsabilisation collective.

3. Vers une culture de la vérification

Au-delà des outils, il s'agit de promouvoir une véritable culture de la vérification. Les journalistes doivent intégrer le fact-checking comme une compétence fondamentale de leur métier, au même titre que l'écriture ou l'enquête. Mais la responsabilité incombe aussi aux citoyens, qui doivent être formés à l'éducation aux médias pour développer leur esprit critique et apprendre à questionner les sources qu'ils consultent. Cette double démarche, professionnelle et citoyenne, représente un enjeu majeur pour réduire l'impact des fausses informations et renforcer la résilience des sociétés face à la désinformation.

Ainsi, la combinaison d'outils technologiques, de pratiques journalistiques renforcées et d'une éducation citoyenne constitue la voie la plus prometteuse pour endiguer les fake news et restaurer la confiance dans l'information.

V. Analyse interprétative et critique

L'examen du phénomène des fausses informations, à travers le prisme de l'infobésité et de l'affaire Rayan, met en évidence une tension croissante entre immédiateté et véracité. Si les réseaux sociaux se présentent comme des vecteurs puissants de mobilisation et de solidarité, ils révèlent également leur fragilité face aux logiques de vitesse et d'émotion. L'emballement médiatique observé autour du drame de Rayan illustre parfaitement ce déséquilibre. L'urgence de publier a pris le



pas sur la vérification, transformant un fait divers tragique en un terrain fertile pour la désinformation. Cette dynamique met en lumière la reconfiguration du rôle du journaliste, désormais contraint de composer avec un public devenu émetteur et producteur d'information, et avec un espace informationnel où la compétition ne se joue plus seulement sur la qualité mais sur la rapidité et la visibilité. L'analyse révèle ainsi que la lutte contre les fake news ne relève pas uniquement de l'usage d'outils techniques de fact-checking, mais d'une refonte plus profonde des pratiques journalistiques et d'une responsabilisation collective.

VI. Discussion

L'analyse menée met en évidence que l'émergence de l'infobésité et la prolifération des fausses informations ne sont pas de simples dérives périphériques de l'écosystème médiatique numérique, mais bien des phénomènes structurels qui en constituent désormais une composante centrale. La multiplication des canaux et la logique de la viralité imposée par les réseaux sociaux ont déplacé les enjeux de l'information de la véracité vers la visibilité, créant ainsi un déséquilibre entre l'exigence journalistique de vérification et l'attente du public en quête d'immédiateté. Ce constat rejoint les travaux de Balle (2017) et de Wardle & Derakhshan (2018), qui soulignent que la désinformation prospère dans un environnement médiatique fragmenté où l'émotion prend souvent le pas sur l'analyse critique. La typologie des fake news proposée par Edson C. Tandoc Jr., Zheng Wei Lim et Richard Ling (2017) est basée sur une revue de 34 articles académiques publiés entre 2003 et 2017. Ils distinguent six types principaux de fake news selon deux dimensions : les niveaux de véracité (facticité) et la tromperie (déception). À savoir :

1. **News Satire (satire)** : Informations humoristiques ou exagérées qui ne cherchent pas nécessairement à tromper les lecteurs mais peuvent être mal interprétées comme vraies.
2. **News Parody (parodie)** : Contenus absurdes ou comiques imitant les informations sérieuses mais sans intention de tromper.
3. **Fabrication** : Informations complètement fausses créées pour tromper sciemment le public.



4. **Manipulation** : Informations ou images modifiées ou sorties de leur contexte, induisant en erreur.

5. **Advertising (publicité déguisée)** : Contenus promotionnels présentés comme des informations indépendantes afin de manipuler le lecteur.

6. **Propaganda (propagande)** : Contenus créés ou diffusés dans un but politique ou idéologique pour influencer l'opinion publique.

Cette classification aide à clarifier ce que recouvre le terme "fake news" en distinguant des formes variées de désinformation et de tromperie intentionnelle ou non, offrant un cadre utile pour la recherche et l'analyse des phénomènes de fausses informations.

Dans le cas du Maroc, l'affaire Rayan illustre parfaitement ce basculement. Elle a démontré à la fois la puissance mobilisatrice des réseaux sociaux et leur vulnérabilité face aux manipulations informationnelles. L'événement a également mis en lumière le manque de dispositifs institutionnels et d'initiatives éducatives capables de renforcer l'esprit critique des citoyens. Cette lacune confirme l'urgence d'intégrer l'éducation aux médias dans les programmes scolaires et universitaires, mais aussi dans les formations continues destinées aux journalistes, comme le recommande l'UNESCO (2021).

Enfin, la discussion soulève une question fondamentale : celle de la responsabilité partagée dans la lutte contre la désinformation. Les journalistes ne peuvent, à eux seuls, endiguer le flot des fake news; cette tâche implique également les plateformes numériques, les instances de régulation et les usagers eux-mêmes. Ainsi, le défi n'est pas seulement technologique mais aussi éthique et sociétal. Il s'agit de concilier liberté d'expression, régulation responsable et pratiques professionnelles rigoureuses.

Conclusion

La mutation numérique a profondément transformé le paysage médiatique. Le public, autrefois simple récepteur passif, est désormais devenu acteur et producteur de contenus. Cette évolution, si elle a permis une démocratisation de l'accès à l'information et une diversification des sources, s'accompagne néanmoins de risques majeurs tels que l'infobésité et la propagation rapide des fausses informations. Dans



ce contexte, l'affaire Rayan demeure un exemple frappant. Elle a montré la puissance mobilisatrice et émotionnelle des réseaux sociaux, mais également leurs dérives, lorsque la diffusion n'est pas encadrée par une démarche de vérification rigoureuse.

Dès lors, la pratique journalistique doit impérativement s'adapter à ce nouvel environnement informationnel. Il ne s'agit plus seulement de produire et transmettre l'information, mais de renforcer le rôle de médiateur critique capable de trier, contextualiser et vérifier les données avant leur diffusion. Le recours aux outils de fact-checking, conjugué à une véritable éthique de l'information, apparaît comme une condition essentielle pour restaurer et maintenir la confiance du public.

Enfin, ce défi ne peut être relevé par les journalistes seuls. Il s'agit d'une responsabilité partagée entre professionnels des médias, plateformes numériques, instances de régulation et citoyens. Le développement d'une culture de la vérification et d'une éducation aux médias constitue une voie

indispensable pour renforcer la résilience des sociétés face à la désinformation. Plus qu'une question technique, la lutte contre les fake news engage donc l'avenir de la démocratie informationnelle et la possibilité d'un espace public fondé sur la fiabilité et la transparence.



Références bibliographiques

- CHANIAC, R. (2003), *L'audience, un puissant artefact*
- LE CROSNIER, H. (2014) Internet et numérique
- SAUVAJOL-RIALLAND, C. (2023) Penser la transition numérique: vers un monde digital durable, Chapitre 23 : L'Infobésité
- WARDLE, C. DERAKHSHAN, H. (2018), Information disorder: Toward an interdisciplinary framework for research and policy making. Council of Europe
- GIRY, J. (2020), Questions de communication, Les fake news comme concept de sciences sociales, Essai de cadrage à partir de notions connexes : rumeurs, théories du complot, propagande et désinformation
- BIGOT, L. (2019), Fact checking vs fake news, Vérifier pour mieux informer